

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 116/ACNO/MINH DU/CIPM/2026 DU 31 AOÛT 2026
POUR L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'HABILITABILITE AUTOUR DES IMMEUBLE CA, CB,
CE ET CH SUR LE SITE DES LOGEMENTS SOCIAUX A MBANGA-BAKOKO/DOUALA
(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP MINH DU EXERCICE 2026 ET SUIVANTS

1- Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun un Appel d'Offres National Ouvert pour travaux d'habitabilité autour des immeubles CA, CB, CE et CH l'immeuble cd sur le site des logements sociaux à Mbanga-Bakoko/Douala.

2- Consistance des travaux

Les travaux à réaliser au titre du présent appel d'offres comprennent :

- ✓ lot n° 000 : travaux préparatoires
- ✓ lot n° 100 : travaux de plantations
- ✓ lot n° 200 : pose des bordures, pavées, dallage en béton armé et mobilier urbain
- ✓ lot n° 300 : assainissement pluvial au droit des bâtiments et accès parkings
- ✓ lot n° 400 : mur de soutènement en béton armé et maçonnerie et garde cors

NB : Les travaux d'assainissement autour du bâtiment seront exclusivement exécutés suivant l'approche Haute intensité de Main-d'œuvre (HIMO). Les détails sont précisés dans le CCTP.

3- Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont repartis en un(01) lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel des travaux est de **Deux Cent Vingt Quatre Millions Sept Cent Trente Mille Trois Cent Soixante (224 730 360) FCFA.**

5- Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la l'exécution des travaux est de **Quatre (04) mois.**

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises ayant leur domicile ou leur siège social au Cameroun et disposant d'une expérience avérée dans le domaine concerné.

La participation sous forme de groupement est admise à condition que la forme du groupement soit précisée et le Chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7- Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP MINH DU - Exercices 2026 et Suivants..

8- Mode de soumission des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant est fixé à **1 000 000 (un million) FCFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres **et assorti du récépissé de consignment délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).**

L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée ou n'étant pas accompagné du récépissé de la CDEC est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres **en version physique** peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au **9e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1** à Yaoundé. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (<http://www.armp.cm>).

11- Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9^e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), sur présentation d'une quittance originale de versement d'une somme non-remboursable de **cent mille (100 000) FCFA**. Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **4^e SEPT 2026** à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devront être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : les originaux physiques du cautionnement de soumission, du récépissé de la CDEC, de la quittance d'achat du DAO et la copie de sauvegarde devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges) au plus tard le _____ à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 1.16 / AONO/MINH DU/CIPM/2026 DU 31 AOÛT 2026
POUR L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'HABILITABILITE AUTOUR DES IMMEUBLE CA, CB,
CE ET CH SUR LE SITE DES LOGEMENTS SOCIAUX A MBANGA-BAKOKO/DOUALA.

(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP MINH DU EXERCICE 2026 ET SUIVANTS.

13- Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement de crédit ou un organisme financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 31.08.2026 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINH DU dans la salle du 2^{ème} étage de l'immeuble abritant la CIPM/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En dehors du cautionnement de soumission, l'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et non produite dans un délai de 48 heures accordées par la Commission, entraînera le rejet de l'offre.

15- Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- a) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main et accompagné du récépissé de la CDEC dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
- b) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- c) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- d) Absence de la déclaration de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- e) Absence d'un conducteur des travaux réunissant l'ensemble des qualifications suivantes :
 - o Formation : BAC + 3 en Génie Civil inscrit à l'ONIGC (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel) ;
 - o Expérience Générale : 05Ans
 - o Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de Conducteur des Travaux dans au moins deux (02) projets de constructions ou de réhabilitation de bâtiments;
- f) Présence du diplôme et du curriculum vitae d'un fonctionnaire en activité, sans un document justifiant de sa mise en disponibilité signé de son Ministre utilisateur ;
- g) Non-conformité du modèle de soumission ;
- h) Omission d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- i) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- j) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années ;
- k) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- m) Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés à chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé ») ;
- n) Non-respect de 3 critères essentiels sur 4 ;
- o) Délai d'exécution au-delà du délai proposé par le Maître d'ouvrage.
- p) Absence d'une capacité financière d'un montant minimale de 75 000 000 FCFA ;
- q) Absence de l'attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans une catégorie (C, D ou E).

15.2 Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- a) La Présentation Générale ;
- b) Le personnel d'encadrement de l'entreprise ;
- c) La méthodologie d'exécution.
- d) Le matériel de chantier à mobiliser ;

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

16- Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante, et remplissant les capacités techniques et administratives requises en incluant le cas échéant les rabais proposés.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **une durée de 90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19- Lutte contre la corruption

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

20- Additif de l'appel d'offres

Des additifs éventuels pourront être apportés au présent DAO en respect de la réglementation en vigueur.

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- CHRONO
- ARCHIVES

Yaoundé, le 31 Aout 2013

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET
DU DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 01/2026 / MINHDU/ITB/2026 OF 31 AOU 2026

**FOR THE COMPLETION OF HABITABILITY WORKS AROUND BUILDINGS CA, CB, CE AND
CH ON THE SOCIAL HOUSING SITE AT MBANGA-BAKOKO/DOUALA
(EMERGENCY PROCEDURE)**

FINANCING: MINHDU PIB, 2026 FINANCIAL YEAR AND SUBSEQUENT YEARS

1- Subject of the Invitation to Tender

The Minister of Housing and Urban Development, Project Owner and Contracting Authority, hereby launches, on behalf of the State of Cameroon, an Open National Invitation to Tender for habitability works around buildings CA, CB, CE and CH and building CD on the social housing site at Mbanga-Bakoko/Douala.

2- Scope of Works

The works to be carried out under this Invitation to Tender shall comprise:

- **Lot No. 000:** Preparatory works;
- **Lot No. 100:** Planting works;
- **Lot No. 200:** Installation of kerbs, paving stones, reinforced concrete slabs and street furniture;
- **Lot No. 300:** Stormwater drainage around the buildings and parking access areas;
- **Lot No. 400:** Reinforced concrete and masonry retaining wall and guardrails.

NB: Drainage works around the building shall be carried out exclusively using the **High Labour-Intensity (HLI)** approach. Details are specified in the Technical Specifications (CCTP).

3- Lots

The works covered by this Tender Dossier shall be divided into **one (01) single lot**.

4- Estimated Cost

The estimated cost of the works is **Two Hundred and Twenty-Four Million Seven Hundred and Thirty Thousand Three Hundred and Sixty (224,730,360) CFA francs**.

5- Execution Period

The maximum execution period prescribed by the Project Owner for the completion of the works is **four (04) months**.

6- Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open to companies and groups of companies domiciled or having their registered offices in Cameroon and possessing proven experience in the relevant field.

Participation in the form of a consortium is permitted, provided that the form of the consortium is specified, the lead partner is designated, and the specific responsibilities of each member are clearly stated.

7- Financing

The works covered by this Invitation to Tender shall be financed by the **MINH DU Public Investment Budget (PIB) – 2026 Financial Year and subsequent years.**

8- Method of Submission of Bids

Bids shall be submitted **exclusively online.**

9- Bid Security

Each bidder shall attach to its administrative documents a stamped bid security, duly paid by hand, issued by an organisation or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance to issue bid securities in the field of public procurement, the list of which is provided in Document 13 of the Tender Dossier. The amount of the bid security shall be **1,000,000 (one million) CFA francs**, valid for thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids and accompanied by the deposit receipt issued by the **Deposit and Consignment Fund (CDEC).**

Failure to provide a bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue securities within the framework of public contracts shall result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but having no connection with the relevant consultation, or not accompanied by the CDEC deposit receipt, shall be considered as absent. A bid security presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

10- Consultation of the Tender Dossier

The physical version of the Tender Dossier may be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs / Public Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the **9th floor, Room 02, Ministerial Building No. 1, Yaoundé.**

It may also be consulted online on the **COLEPS platform** at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or on the website of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP): <http://www.armp.cm>.

11- Acquisition of the Tender Dossier

The Tender Dossier may be consulted and withdrawn upon publication of this notice from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Public Procurement Service), located on the **9th floor, Room 09T02, Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office)**, upon presentation of an original receipt evidencing payment of a **non-refundable amount of one hundred thousand (100,000) CFA francs.**

It is also possible to obtain the electronic version of the dossier by free download from the above-mentioned addresses. However, submission of a bid shall be conditional upon payment of the cost of purchasing the Tender Dossier.

12- Submission of Bids

Each bid drafted in French or English shall be transmitted by the bidder through the COLEPS platform no later than _____ at **[1:00 p.m., local time]**.

A backup copy of the bid recorded on a USB flash drive shall be submitted in a sealed envelope clearly marked **"backup copy"**, in addition to the wording indicated below, within the prescribed deadline.

File Size and Format

For online submission, the maximum sizes of the documents to be transmitted through the platform and constituting the bidder's offer shall be as follows:

- **5 MB** for the Administrative Bid;
- **15 MB** for the Technical Bid;
- **5 MB** for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- **PDF format** for textual documents;
- **JPEG format** for images.

The candidate shall use compression software where necessary to reduce the size of the files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit the backup copies shall render the bid inadmissible.

N.B.: The physical originals of the bid security, the CDEC deposit receipt, the receipt for purchase of the Tender Dossier, and the backup copy shall reach the Public Procurement Service (Bid Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the **2nd floor of the building situated behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies)**, no later than _____ at **1:00 p.m., local time**, bearing the following inscription:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. _____/ONIT/MINHDU/ITB/2026 OF 31 40 2026
FOR THE COMPLETION OF HABITABILITY WORKS AROUND BUILDINGS CA, CB, CE
AND CH ON THE SOCIAL HOUSING SITE AT MBANGA-BAKOKO/DOUALA.
(EMERGENCY PROCEDURE)
FINANCING: MINHDU PIB, 2026 FINANCIAL YEAR AND SUBSEQUENT YEARS.

13- Admissibility of Bids

The following bids shall be rejected by the Project Owner:

- Envelopes bearing information identifying the bidder;
- Envelopes received after the deadline dates and times for submission;
- Envelopes that do not comply with the prescribed method of submission;
- Envelopes without an indication of the subject or reference number of the Invitation to Tender;
- Failure to submit backup copies of the bids.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender Dossier shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by a credit institution or financial organisation approved by the Minister in charge of Finance to issue bid securities in the field of public procurement, or failure to comply with the prescribed templates of the documents in the Tender Dossier, shall result in the outright rejection of the bid without recourse.

A bid security submitted but having no connection with the relevant consultation shall be considered as absent. A bid security presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

14- Opening of Bids

Bids shall be opened in a single session on _____ as from **2:00 p.m., local time**, by the MINH DU Internal Public Procurement Commission, in the room on the **2nd floor of the building housing the CIPM/MINH DU**, located behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies).

Only bidders may attend the opening session or be represented by one duly authorised person of their choice, even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be produced in originals or certified true copies issued by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission or must have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

Except for the bid security, the absence or non-conformity of an administrative document at the opening of bids, which is not subsequently submitted within the **48-hour period** granted by the Commission, shall result in the rejection of the bid.

15- Evaluation Criteria for Bids

15.1- Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria shall include:

- a) Absence or non-conformity of the stamped bid security, duly paid by hand and accompanied by the CDEC deposit receipt, in the administrative file at the opening of bids;
- b) Failure to submit, within 48 hours after the opening of bids, any administrative document deemed non-compliant or missing;
- c) False declarations, fraudulent practices or forged documents;
- d) Absence of the site visit declaration signed on honour by the bidder;
- e) Absence of a Works Supervisor meeting all the following qualifications:
 - **Education:** Bachelor's degree plus three years (**BAC + 3**) in Civil Engineering, registered with the National Order of Civil Engineers of Cameroon (ONIGC), with proof of registration with the professional order attached;
 - **General experience:** 05 years;
 - **Specific experience:** having previously served as Works Supervisor on at least two (02) building construction or rehabilitation projects;
- f) Presence of the diploma and curriculum vitae of a serving civil servant without a document signed by the relevant Minister certifying that the civil servant has been placed on leave of absence/availability;
- g) Non-compliance with the bid submission form;
- h) Omission of any component of the financial bid (Bid Submission Form, Unit Price Schedule, Bill of Quantities);
- i) Omission of a quantified unit price in the financial bid;
- j) Absence of a declaration on honour confirming that the bidder has not abandoned a construction site during the last three years;
- k) Absence of a dated and signed Integrity Charter;
- l) Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;

- m) Absence of any of the proofs of acceptance of the contract conditions (CCAP and CCTP initialled on each page and signed on the last page, accompanied by the words "**read and approved**");
- n) Failure to meet 3 out of 4 essential criteria;
- o) Execution period exceeding the period proposed by the Project Owner;
- p) Absence of a minimum financial capacity of **75,000,000 CFA francs**;
- q) Absence of the categorisation certificate or a copy of the decision publishing the classification in a category (**C, D or E**).

15.2- Essential Criteria

The technical bid shall be evaluated according to the following scoring grid:

- a) General presentation;
- b) Management and supervisory staff of the company;
- c) Execution methodology;
- d) Construction equipment to be mobilised.

Details of these essential criteria are specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO) and reproduced in the evaluation grid.

16- Award

The contract shall be awarded to the bidder submitting the **lowest-priced bid** and meeting the required technical and administrative capacities, including, where applicable, any proposed discounts.

17- Validity Period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of **90 days** from the deadline set for the submission of bids.

18- Additional Information

Additional technical information may be obtained from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the **7th floor, Room 06, Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office – Yaoundé)**, during working hours, or online via the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

For technical assistance in the event of a problem related to the use of the platform, please call **(+237) 222 238 155 / 222 235 669** or send an email to **dsi@minmap.cm**.

19- Fight Against Corruption

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, or instances of malpractice, please call **CONAC at 1517**, or the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or telephone at: **(+237) 673 20 57 25** and **699 37 07 48**.

20- Addendum to the Invitation to Tender

Possible addenda may be issued to this Tender Dossier in accordance with the regulations in force.

Copies to:

- MINMAP
- CIPM

Yaoundé, 31/03/2018